



EDITORIAL

SIGNEZ LA PÉTITION

**“ Sarkozy- UMP- Pétroliers,
voleurs de pouvoir d'achat.
Contre la vie chère, j'exige
10% de baisse sur
les produits pétroliers.
C'est possible tout de suite ”**

Je signe

NOM, prénom :

Adresse :

Signature :

à renvoyer à :

**PCF, 48 rue Eugène Maréchal - 69200
Vénissieux**

Un texte d'explication détaillée sur le site
andregerin.com

29 partis communistes et ouvriers contre le nouveau traité

Le 18 octobre dernier, 29 partis communistes et ouvriers ont adopté une position commune face au nouveau traité de l'Union Européenne. "Nous lançons un appel à tous les citoyens des pays de l'UE : Dites Non au démontage social organisé et à la militarisation de l'UE ! Dites Non à un nouveau traité concocté en cachette et accepté à huis clos !"

Fait nouveau : c'est la première fois depuis longtemps que la direction nationale du PCF cosigne un appel international de partis communistes. Tant mieux, mais cela n'est en rien le signal d'un nouveau départ. En effet, la direction nationale s'est bien gardée de faire connaître l'existence de sa signature au bas de ce texte, ainsi que le texte lui-même. Nulle trace, ni dans l'Huma, ni sur le site Internet, ni dans les courriers internes. Le grand écart s'affirme toujours plus avec l'engagement dans le PGE (Parti de la Gauche Européenne), acceptation grandeur nature de l'Union Européenne, de plus en plus incompatible avec la souveraineté des peuples.

LE PCF DOIT VIVRE ET SE RENFORCER

SIX mois après l'élection de Nicolas Sarkozy, la force du rassemblement pour refuser l'attaque contre les retraites au travers des régimes spéciaux est une bonne nouvelle.

La multitude des luttes qui se développent dans les entreprises pour refuser la précarité, les licenciements et les attaques contre le pouvoir d'achat montrent que le champion de la bourgeoisie n'a pas que des beaux jours devant lui et que le mouvement populaire retrouve de la voix.

On ne peut que s'étonner que dans cette situation, la direction du PCF continue de s'interroger sur la nécessité ou pas de l'existence du PCF et soumette toute transformation possible au seul rassemblement de la gauche, dans une conception, qui plus est, totalement institutionnelle !

Chacun peut mesurer combien cette permanente interrogation sur la nécessité de l'existence du PCF favorise son délitement.

Les dirigeants au chevet de notre parti, tels les médecins de Molière, hésitent en effet entre différentes médications : la transfusion quitte à provoquer un choc mortel ou bien le dépeçage pour greffer chez les autres les organes qui leur semblent encore utiles, sans compter ceux

qui veulent débrancher le malade et l'achever.

Il est plus que temps de changer de médecine et de médecin. Ceux là ont déjà tenté la mutation, la gauche plurielle, les collectifs antilibéraux avec le résultat que nous connaissons !

Nous proposons d'essayer plutôt la plongée dans les quartiers populaires et les entreprises, la reconstruction de repères idéologiques à partir d'une analyse marxiste de la société d'aujourd'hui, des batailles anticapitalistes identifiables par le plus grand nombre par exemple contre la vie chère, pour les salaires, contre les saisies et expulsions, l'effort pour reconstruire une organisation communiste permettant au peuple de retrouver force et unité.

Nous affirmons l'utilité de l'existence du PCF et de son renforcement et nous invitons tous les communistes à s'engager dans cet effort pour redonner force et avenir au parti des révolutionnaires et à notre peuple.

A quelques jours de l'assemblée nationale des 8 et 9 décembre, il semble qu'un très grand nombre de communistes ne se résignent pas à faire le deuil de leur parti. C'est une bonne nouvelle !

Marie Christine Burricand

RENCONTRE-DÉBAT EXCEPTIONNELLE avec **Henri Alleg**

autour de son livre " Mémoire Algérienne "

Lundi 10 Décembre 2007

à partir de 18h, avec casse-croûte.

Cafétéria de la Maison du Peuple à Vénissieux

Avec lui, nous évoquerons la guerre de libération nationale de l'Algérie colonisée, la place du parti communiste algérien ainsi que les leçons que nous pouvons en tirer aujourd'hui.

A Béziers, coups bas sous la mêlée

Le secrétaire fédéral du PS de l'Hérault aurait demandé publiquement au secrétaire fédéral du PCF de faire le ménage à la section de Béziers (qui s'oppose depuis longtemps à la politique de la direction nationale). Il serait évidemment ridicule ou de mauvaise foi de penser que ce dernier ait pu lui obéir. D'ailleurs, que 4 adhérents qui ne participaient plus aux activités de la section aient pu créer une autre section sur le même territoire est complètement indépendant de sa volonté. Bien sûr, ils auront un représentant au prochain congrès (pardon assemblée extraordinaire) au même titre que la véritable section. Et que certains puissent dire qu'il s'agit d'une magouille antidémocratique, ne peut être que calomnieux. D'ailleurs, ce représentant pourrait bien être Gayssot auquel les pages de l'Huma sont grandes ouvertes pour appeler à la dissolution du PCF. Mais tout cela est bien normal : ce dernier a rendu tellement de services lorsqu'il était ministre, qu'il s'agisse de la privatisation de l'aérospatiale ou de la SNCF. Et vive la démocratie orchestrée par les directions du PCF ! Cela rend l'issue des débats tellement incertaine...

Bourdonnons en cœur

A l'occasion du prochain congrès désormais transformé en assemblée extraordinaire chargée de proposer la dissolution du PCF pour le congrès de 2008, la direction fédérale du Rhône et de la section de Lyon demande aux adhérents du PCF de former des ruches... Le débat aura donc lieu en ruches ! Nous allons tous, ouvriers et braves soldats, bourdonner en cœur, mais la reine aura le dernier mot : ce sera le bourdonnement final. Et vive le centralisme aristocratique ! Ce sont les anticommunistes qui doivent en faire leur miel...

PB

UN PARTI - COMMUNISTE - PAS COMME LES AUTRES EST NÉCESSAIRE

Nous avons montré, dans notre précédent article, comment la souveraineté des communistes de la 11e circonscription du Rhône avait été bafouée lors des législatives du printemps, pour imposer l'effacement du parti communiste dans le scrutin, au seul profit du parti socialiste. Plus que jamais dans la situation présente s'impose le débat sur la nécessaire existence d'un véritable parti communiste, fonctionnant démocratiquement, indépendamment des alliances électorales de circonstance.

Nous avons besoin de faire la clarté sur ce qui fait notre spécificité : **la défense des intérêts de classe des exploités, contre leurs exploiteurs**. Et pour cela il faut mobiliser pour un changement de société, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme ; plus que jamais d'actualité avec la mondialisation capitaliste. C'est la raison première qui conduisit à la rupture de Tours, en 1920, avec la Social-démocratie qui avait sombré dans l'Union sacrée de 1914. Depuis, certains, pour mieux appuyer leurs desseins, prétendent que la rupture s'est faite sur les "21 conditions". Je n'ignore pas qu'elles furent versées au débat, mais elles ne furent pas la cause unique de la rupture révolutionnaire. Je possède les dernières lettres de mon grand père, tué le 15 mai 1915 dans les tranchées de N.-D. de Lorette (62). Il ne parle pas des 21 conditions de Lénine, il n'en était pas encore question, mais il aspire - admirateur de Jaurès et de la Commune de Paris - à une organisation ouvrière qui combatte les coffres-forts et les marchands de canons. Cependant, pour des changements politiques fondamentaux, il ne suffit pas d'avoir de bonnes idées, pas comme les autres, mais de les faire partager par les couches populaires, dont elles représentent les intérêts.

Le récent rapport de l'INHES, sur les relations entre la police et la population en Seine-Saint-Denis, note fort à propos que l'une des racines du conflit est à chercher dans " *l'affaiblissement du Parti communiste* ", dont le 93 fut un bastion, " *et son réseau associatif actif* "... De nombreux sociologues ont déjà relevé ce parallélisme. Les militants communistes dans les quartiers constituent pour la population un moyen permanent de contestation, de proposition et d'organisation de résistance collective. On l'a vu encore récemment dans le quartier des Vernes à Givors, où, à l'initiative de la cellule communiste, nous avons exigé, et

obtenu, avec la population (500 signatures recueillies en dix jours), la réinstallation d'une boîte aux lettres. Si nous avons encore un bureau de poste dans le quartier, nous le devons sans doute à cette capacité mobilisatrice.

Il faut insister sur cette question de l'organisation communiste, qui semble évacuée une fois de plus des débats. Depuis plusieurs congrès, le Parti communiste a décidé de réduire son implantation de base. Les " réseaux ? " se sont substitués aux "cellules", qui avaient fait leur entrée dans le Larousse depuis longtemps, solidement implantées dans les entreprises, les quartiers et villages (l'un des acquis du congrès de Tours, distinguant ce parti de la social-démocratie). Elles participaient à la circulation sanguine du parti révolutionnaire, constituaient le cœur de la capacité de mobilisation et de résistance politique de la population laborieuse. On a liquidé le centralisme démocratique, les cellules "faisaient trop prison", les sections "trop organisation militaire". En réalité, on n'a plus ni organisation, ni même souvent de démocratie, comme on vient de le voir pour les élections à Givors. Les adhérents doivent se battre pour obtenir leur carte - il n'y en a désormais plus d'annuelle - et leurs timbres de cotisations. Comme si nous en avions trop ! Alors que les autres tentent de recruter à tour de bras, à 20 euros la carte.

Il est indispensable que les adhérents retrouvent leur souveraineté, avec des organisations de base implantées dans les entreprises, grands magasins, bureaux et administrations, dans les quartiers et villages, organisées dans l'action pour la défense des intérêts des salariés et des populations de leur environnement et pour la promotion d'une société nouvelle, libérée de l'exploitation.

La forme parti, loin d'être dépassée, comme le suggèrent certains, doit s'imposer comme système démocratique d'organisation de l'action de masse pour des changements politiques dans ce pays. Si les travailleurs devaient en être privés, ce serait pour le plus grand profit de leurs exploiteurs. Le culte de la spontanéité a suffisamment porté préjudice au mouvement ouvrier et démocratique pour que l'on s'en déifie aujourd'hui. Les communistes ne peuvent laisser le champ libre aux interprétations laissant place aux déviations initiées en leur nom et à leur préjudice.

Laurent Gonon

Pour les régimes spéciaux et les 37,5 annuités !

A l'issue de la grève de ce mois de novembre, que ressortira-t-il des "négociations" ? Le rapport de force aura-t-il été suffisant ? Que les régimes spéciaux doivent être défendus par tous les salariés n'est pas évident pour tout le monde. Et c'est sur la méconnaissance du problème que surfent les pitbulls du patronat à la tête de l'Etat. Car du sort des régimes spéciaux, dépend aussi celui du régime général.

Les régimes spéciaux ont été créés en 1930 pour des professions incluant notamment les cheminots et la RATP. Cela représente aujourd'hui 6 % des retraités. Le régime général, quant à lui, est l'enfant du rapport de force de 1946. En 1974, un système de compensation est créé entre ces deux régimes de retraite. Selon les chiffres 2005 publiés au journal officiel de 2007, on apprend que les régimes spéciaux (dont celui de la RATP et d'EDF-GDF) sont bénéficiaires et contribuent pour 2,9 milliards d'€ au régime général. Mais alors qui plombe le système ? En réalité, ce sont les retraites des agriculteurs (-6,5 Mds d'€), des artisans et commerçants (-1,3 Mds d'€) et des curés (-0,18 Mds d'€). Il ne s'agit pas de les montrer du doigt, mais de bien savoir de quoi l'on parle. Certes, cinq régimes spéciaux, dont celui de la SNCF, sont déficitaires et reçoivent 0,4 Mds d'€ du régime général, c'est-à-dire moins de 5 % de la compensation. Au total, **les régimes spéciaux sont des contributeurs nets au système des retraites à hauteur de 2,5 Mds d'€.** Ils bénéficient aux autres salariés ! Si on les supprime, qui va payer ?

Dans son cas particulier, la SNCF a vu passer le nombre d'actifs pour 1 retraité, de 1,33 en 1949 (440 750 cheminots) à 0,61 en 2006 (164 000 cheminots). Cela explique le déficit du régime spécial des cheminots, entièrement causé par les politiques de démantèlement et de filialisation poursuivies par les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir. Mais ce n'est pas le régime général des retraites qui compense, car une directive européenne oblige l'Etat français à prendre à sa charge le surcoût lié au déséquilibre démographique. Cela dépend donc uniquement du gouvernement d'inverser le rapport dans les années à venir et rendre de nouveau le régime spécial de la SNCF bénéficiaire. D'ailleurs, le développement des transports en commun et du fret ferroviaire ne devrait poser aucun problème à un gouvernement soi-disant préoccupé par l'environnement...

En réalité, que sont les régimes spéciaux ? Une manière de prendre en compte la pénibilité du travail en partant

plus jeune en retraite. Si l'on regarde la SNCF, le taux de cotisation pour le régime spécial est de 42 %, toutes cotisations confondues, contre 26 % pour un salarié du régime général : à qualification égale, le salaire du cheminot est donc moindre. Quant au montant des pensions, le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) nous apprend qu'il est, en moyenne, de 67,5 % du salaire pour les cheminots, contre 84 % dans le privé. Autrement dit, un cheminot cotise plus, donc gagne moins qu'un salarié du privé, y compris à sa retraite : c'est le prix à payer pour partir plus tôt. En effet, le départ en retraite a lieu après 37,5 annuités et les catégories dont le travail est le plus pénible gagnent un an de cotisation tous les cinq ans. Si l'on songe à ce que ces années de travail représentent en astreintes, horaires décalés (dimanche, nuits, jours de fête...) et effets sur la santé, où sont les privilégiés ? Et qui paiera les heures sup lorsque les régimes spéciaux auront disparu ?

Remettre en cause les régimes spéciaux serait faire tomber la barrière qui empêche la droite d'augmenter les années de cotisation au-delà de 40 ans ; ce serait faire céder les cheminots, le bastion qui a résisté en 1995 pour tous les salariés. Car **la revendication du Medef, c'est 45 annuités !** En réalité, le COR nous apprend que, compte tenu du chômage, des retraites anticipées et des situations particulières, l'âge moyen du départ en retraite est quasi identique dans le public (57,4 ans) que dans le privé (57,7 ans) : la moyenne réelle d'activité des français tourne autour de 37 ans. Augmenter les annuités, c'est donc faire baisser le niveau des pensions, car 60 % des français sont obligés de partir avant l'âge légal : **c'est donc cela l'objectif, diminuer les retraites pour casser le système par répartition et introduire l'épargne salariale et les fonds de pension.**

Voilà pourquoi les régimes spéciaux sont l'affaire de tous. Nous devons être solidaires des cheminots, des agents de la RATP et autres, et revendiquer les 37,5 annuités pour tous. Reste la question de l'équilibre financier. Pour 2020, le COR évoque 3 possibilités : diminuer le montant des retraites de 20%, relever l'âge de départ de 3 ans ou augmenter les cotisations retraites. Pourquoi la troisième proposition n'est-elle jamais examinée ? Il suffirait d'augmenter de 0,34 points les cotisations retraites et l'affecter à la part patronale, histoire de rééquilibrer la redistribution des richesses.

Pascal Brula

La Poste bientôt privatisée ?

En juillet dernier, le Parlement européen a approuvé à une large majorité (512 voix contre 155) la privatisation totale des services postaux au 1er janvier 2011. Le 1er octobre, le conseil des ministres des télécommunications des 27 a confirmé ce vote à une quasi unanimité (sauf le Luxembourg !). Ce jour là, seuls une association comme Attac et des syndicats (CGFP) et partis politiques (déi Lénk) luxembourgeois s'étaient mobilisés. Cet accord a été qualifié d'"historique" selon le commissaire européen à la concurrence Charlie McCreevy et a été salué par Hervé Novelli, le secrétaire d'Etat chargé des Entreprises et du Commerce extérieur. Selon ce dernier, la Poste montrera "sa capacité à se mouvoir dans un univers concurrentiel"... La privatisation totale des services postaux, y compris le courrier de moins de 50g, devrait avoir lieu au plus tard fin décembre 2010 dans tous les Etats membres. Bien sûr, cela remet en cause le système français de péréquation financière en matière de financement du service universel. Mais il n'est bien entendu pas question de se laisser faire : organiser les luttes devient de plus en plus nécessaire. Et si les communistes proposaient de sortir la France de l'UE ?

Le Modem privatisé : + 30 %

Selon les dernières lois de décentralisation, la restauration des collèges d'enseignement secondaire relève désormais des Conseils Généraux. Celui du Rhône est dirigé par un proche de Bayrou, Michel Mercier. Profitant de l'été, ce dernier en a profité pour virer les équipes existantes et privatiser la restauration dans les cités scolaires de Tarare et de Jean-Moulin à Lyon, ainsi que dans les collèges Berlioz à Communay, Prévert à Saint-Symphorien d'Orléans et Jean Macé à Villeurbanne. Le Conseil Général est passé outre l'avis négatif des conseils d'administration. Tous les acteurs, parents, enseignants, personnels et élèves, ont été tenus à l'écart des phases de préparation du cahier des charges, de choix du prestataire et de fixation du prix. D'ailleurs, le Conseil Général oppose une fin de non recevoir aux demandes de consultation du cahier des charges : il semblerait que le prestataire ait le choix de fixer et d'augmenter les prix à sa guise. D'ailleurs, les parents ont senti la douloureuse : augmentation de + 30 % des tarifs pour les enfants qui mangent 5 jours de la semaine !!! Aux prochaines municipales, le PS, qui aimerait tellement avoir le Modem sur ses listes, risque bien de faire un grand écart fatal...

Communistes sans déclin

A la fin de l'été, des élections législatives anticipées ont eu lieu en Grèce. Il faut savoir que la Grèce est enfermée dans un système un peu semblable à celui de la France, avec la domination d'un parti de droite, celui des patrons, en alternance avec le PASOK, un parti de type "socialiste", en réalité bon gestionnaire du capitalisme. A l'issue du scrutin, la droite au pouvoir avec 41,8 % perd en voix et en sièges mais garde de peu le pouvoir et le PASOK avec 38 %, non seulement n'opère aucune percée, mais perd également en influence.

La bonne opération vient des communistes du KKE qui passent de 5,9 à 8,2 % des voix et 22 sièges et qui obtiennent leur meilleur résultat depuis 1990. Le KKE fait ses meilleurs scores dans les aires urbaines (Athènes, Le Pirée, Thessalonique...) où il réalise souvent entre 10 et 15% avec des pointes à 15-20% dans les quartiers ouvriers et populaires.

Parallèlement, la coalition Syriza qui rassemblait les verts, la gauche radicale et Synaspismos (scission du parti communiste et membre du PGE aux côtés du PCF) a progressé légèrement, passant de 3,5 à 5 %, mais surtout au sein des classes moyennes qui votaient PASOK, notamment dans certains quartiers aisés d'Athènes où le KKE n'a aucune influence.

Ces élections démentent ceux qui, au PCF, ne voudraient voir dans le communisme qu'un mouvement du passé, en plein déclin.

L'Huma censure... les communistes !

Quelques années en arrière, qui eut cru qu'un jour de nombreux communistes seraient censurés par l'Humanité ? C'est pourtant ce qu'il advient désormais quotidiennement. Par exemple, Georges Hage, alors doyen de l'Assemblée nationale, donc un illustre inconnu pour l'Huma... avait été censuré lors de l'épisode politique des comités antilibéraux. La censure portait justement sur la partie de son texte qui affirmait le besoin d'un véritable parti communiste en France et qui en refusait l'actuelle caricature. Mais désormais, avec Internet rien ne peut se cacher...

Récemment, Nicolas Marchand, un des signataires d'un texte alternatif au dernier congrès, s'est fendu d'un courrier à la direction du PCF. Il proteste contre le fait que l'Huma soit instrumentalisée par ceux qui veulent en finir avec le PCF, les collaborateurs de MG Buffet (Cohen-Seat, Dartigolles), les "refondateurs" avec Martelli, les proches de Hue avec Cirera, Gayssot et Cie. En effet, chacun y va de son couplet pour nous expliquer que le communisme est fini et qu'il faut créer une autre force à gauche à partir de ce qui reste du PCF, en réalité un nouveau parti réformiste. A l'inverse, Nicolas Marchand affirme que l'Huma a un devoir de respect vis-à-vis de ses lecteurs et des communistes et demande que les intervenants de son courant de pensée soient publiés au même titre que les autres. Depuis ce courrier, on a pu lire un texte de Paul Boccardo et récemment d'Henri Malberg. C'est peu vis-à-vis de la richesse des textes qui s'échangent entre communistes et surtout vis-à-vis de tous les opposants à cette visée liquidatrice, complètement censurés.

Leur patriotisme était celui de la classe ouvrière et de l'Internationale

Le jour de sa prise de fonction, Nicolas Sarkozy rendait hommage à Guy Moquet en donnant à lire sa dernière lettre écrite pour sa mère avant de tomber sous les balles fascistes. Ainsi, il mettait en scène son émotion au nom du patriotisme dédié à l'unité nationale retrouvée. Une fois cette opération terminée, il décidait que cette lettre serait lue à chaque anniversaire de l'exécution de Guy Moquet, dans toutes les écoles de France, comme au bon vieux temps des vérités d'Etat à vénérer. S'agirait-il "de saigner l'Histoire comme une bête d'abattoir afin de l'en débarrasser de sa substance" comme l'écrivait Pierre Louis Basse l'auteur d'"une enfance fusillée" ? Réduire à l'amour de la patrie, l'engagement de Guy Moquet, ne dit rien de lui et ne peut pas respecter sa mémoire, d'autant que le patriotisme ne peut être un cadre de référence unique. Pétain et ses compagnons de la révolution Nationale ne représentaient-ils pas à l'époque ce qu'il y avait de plus établi en matière d'"amour de la patrie" ? Et puis qui se rappelle de cette sentence de François Mauriac : "Seule la classe ouvrière dans ses grandes lignes est restée fidèle à la patrie". Il semblerait donc que chacun à une représentation de la patrie qui varie selon sa classe d'appartenance. La façon dont Sarkozy se sert de Guy Moquet a quelque chose d'abjecte. Mais comme le disait Mao-Tsé-Toung : "les réactionnaires soulèvent des pierres pour se les faire retomber sur les pieds". Et Guy Moquet pourrait être une de ces pierres.

Guy a adhéré aux jeunes communistes en 1938 en pleine contre-offensive réactionnaire. Après l'euphorie du front populaire, une véritable chape de plomb était tombée. Pendant que le père de Guy, député communiste, menait une bataille d'arrache pied pour que ne s'enlisent pas les promesses de 36, George Bonnet, ministre des affaires étrangères déclarait qu'en cas de conflit "les élections seraient interdites, les réunions suspendues et les communistes mis à la raison". Cela arriva bien vite à partir du 25 août 1939 : le PCF fut dissout, quant le "socialiste" Barthélémy réclamait pour eux la guillotine, car il fallait "balayer définitivement le communisme qui s'ingénie à pervertir les consciences". Le communisme ! Tel était l'ennemi. Ainsi lorsque débuta la "drôle de guerre" Guy et ses camarades se retrouvèrent poussés dans la clandestinité bien avant l'arrivée de Pétain et des troupes allemandes. La répression était menée par un gouvernement et un patronat qui ne supportaient pas d'avoir été acculés à une négociation sur la réduction du travail et sur les salaires. D'ailleurs les premières victimes de cette répression provenaient des listes établies à cette époque. C'est ce qui arriva au père de Guy et qui précipita son engagement à temps plein. "Papa a été arrêté. Il n'a rien fait c'est à moi de prendre le relais, je dois prendre sa place". Il avait 15ans.

Avec ses copains des quartiers populaires de Paris, il militera pour reconstruire un parti communiste dont il percevait combien sa structuration était nécessaire, pour mener le combat de classe contre la vie chère et la misère. Son adversaire était le Capitalisme et non pas le peuple allemand. D'ailleurs lorsqu'il sera arrêté on retrouvera sur lui cette lettre que Nicolas Sarkozy se garde bien d'invoquer : "Parmi ceux qui sont en prison se trouvent nos trois camarades Berselli, Planquette et Simon qui vont passer des jours maussades. Mais patience, prenez courage. Vous serez bientôt libérés par vos frères d'esclavage. Les traîtres de notre pays, les agents du Capitalisme. Nous les chasserons hors d'ici pour instaurer le Socialisme. Mains dans la main la révolution pour que vainque le Communisme. Pour vous sortir de prison. Pour tuer le Capitalisme. Ils se sont sacrifiés pour nous par leur action libératrice !".

Guy Moquet est-il utile de le rappeler a été arrêté sur dénonciation de la police française. Il sera fusillé le 22 octobre 1941 parce que le "patriote" Pucheu et un préfet consciencieux ont personnellement veillés à ce qu'il soit porté sur la liste "d'éléments dangereux" qui tous étaient communistes à l'exception d'un syndicaliste CGT. Guy est mort à cause de la haine qu'inspirait son idéal dans les milieux de la grande bourgeoisie française. Il est mort pour que vive le communisme. Il est mort parce que comme certains lycéens, que Sarkozy fera arrêter et condamner le soir de son élection, il distribuait des tracts pour dénoncer les injustices dont était victime le monde du travail, alors que d'autres qui pourront vivre tranquillement préparaient la déportation de milliers de sans-papiers de l'époque. Oui Guy Moquet a donné figure à la phrase de Gabriel Péri, cet autre fusillé, "le communisme est la jeunesse du monde".

Gilbert Rémond